



ICP

UNIVERSITAS
CATHOLICA
PARISIENSIS

Zoom
sur

Un dialogue de sourds entre les grandes puissances en Asie-Pacifique ?

Événement incontournable du milieu stratégique et sécuritaire de la région Indo-Pacifique, la 20^{ème} édition du Shangri-La dialogue s'est déroulée du 2 au 4 juin 2023 à Singapour. Organisée par l'International Institute of Strategic Studies (IISS), ce rendez-vous annuelle est devenu un lieu de prédilection pour échanger.



Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts



THE CONVERSATION

Près de 600 membres de gouvernements, militaires et experts régionaux d'une cinquantaine de pays étaient réunis cette année dans la cité-État. Ils ont pu constater l'étendue des divergences sino-occidentales sur les problématiques de géopolitiques régionales, tant les délégations chinoises et américaines n'ont pas hésité à confronter leurs points de vue.

Les ramifications asiatiques du conflit en Ukraine et la place géopolitique des pays de l'Asie du Sud-Est étaient également à la carte des débats. Une délégation française était présente et y a fait des interventions remarquées en tant que puissance riveraine de l'Indo-Pacifique.

Un dialogue de sourds sino-américain

Dans un contexte de tensions sino-américaines exacerbées, marqué pour ce seul début d'année 2023 par des accusations d'espionnage réciproques, une intensification des manœuvres militaires chinoises autour de l'île de Taïwan et une rivalité économique croissante, les interactions entre les délégations chinoise et américaine étaient particulièrement attendues à Singapour.

Menées respectivement par le secrétaire à la Défense américain, Lloyd Austin, et le ministre de la Défense nationale chinois, le général Li Shangfu, (toujours visé par des sanctions américaines), les deux délégations ne se sont pas officiellement rencontrées.

Cela n'a pas empêché les passes d'armes lors des discours officiels. Côté américain, l'accent était mis sur la défense du statu quo à Taïwan, le respect du droit international et de la liberté de navigation en mer de Chine méridionale, ainsi que sur l'action positive de la diplomatie de Washington pour stabiliser l'environnement régional.

Pour la délégation chinoise, particulièrement active dans les séances de questions-réponses, des inquiétudes furent exprimées sur la multiplication des partenariats sécuritaires exclusifs de la Chine comme l'AUKUS, le QUAD, ainsi que sur une potentielle expansion de l'OTAN dans la région (une antenne de l'Alliance doit ouvrir à Tokyo en 2024).

Le ministre chinois a également rappelé que les États-Unis n'avaient pas ratifié la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer, et surtout qu'ils n'étaient pas un acteur riverain de l'Asie du Sud-Est – en d'autres termes, qu'ils étaient non légitimes pour s'exprimer sur les questions de sécurité régionale.

Enfin, les actions des forces américaines en mer de Chine ont été qualifiées par le ministre chinois de « provocations dangereuses ». La veille, un navire chinois avait dangereusement barré la route à un destroyer américain dans le détroit de Formose.

Ambiance...

Le spectre de la guerre en Ukraine

Si la rivalité sino-américaine et les tensions en mer de Chine ont occupé une large portion des débats, le conflit en Ukraine et ses conséquences géopolitiques en Asie ont également été évoqués.

La Chine a récemment proposé un plan de paix en 12 points, sans succès. Cela n'a pas empêché l'Indonésie, principale puissance économique et démographique de l'Asean, de proposer son propre plan de paix par la voix du ministre de la Défense, le général Prabowo Subianto, lors de son intervention au SLD – un projet proposant de geler le conflit sur la ligne de front actuelle et ne condamnant pas explicitement l'agression russe, et qui fut immédiatement rejeté par le ministre de la Défense ukrainien Oleksiy Reznikov, également présent à Singapour : « Cela ressemble à un plan de paix russe, pas indonésien. »

De manière globale, beaucoup d'interlocuteurs ont exprimé leur inquiétude de voir le scénario ukrainien préfigurer un conflit de haute intensité en Asie – comprendre à Taïwan. Citons le ministre singapourien de la Défense, Ng Eng Hen : « Des conflits simultanés en Europe et en Asie seraient une catastrophe globale. [...] Ce qui se passe en Ukraine, ne doit pas arriver en Asie ».

La centralité de l'Asean en question

Si les sujets de politiques internationales ont donc été abordés par le menu lors de ce forum, l'importance géopolitique de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), a été vainement promue, mais reste encore un suspens. L'Asean, qui compte aujourd'hui dix États membres, a été créé en 1967 avec comme objectif initial de favoriser l'intégration régionale et de promouvoir la paix et la stabilité. Mais l'organisation peine à peser sur le cours des relations régionales. Courtisées par Washington et Pékin, les pays d'Asie du Sud-Est évitent généralement de s'engager sur des sujets de politique internationale, de peur de froisser l'un des deux grands partenaires.

Déchirée par des conflits internes, l'Asean est souvent incapable d'y apporter des solutions durables pour ramener la stabilité. Dernier exemple en date : le Myanmar, en proie à une situation de guerre civile depuis un coup d'État mené par la junte militaire en février 2021.

Le SLD est également une plate-forme d'expression pour les plus petits États insulaires de la région qui n'ont souvent pas voix au chapitre. Le ministre de l'intérieur fidjien, Pio Tikoduadua, et le président du Timor-Leste, José Ramos Horta ont profité de l'occasion pour regretter de concert que les intérêts géopolitiques des grandes puissances éclipsent souvent des enjeux transnationaux et non conventionnels comme le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité et les situations d'extrême précarité sociale.

Ces problématiques concernent pourtant l'ensemble des acteurs régionaux, au premier chef les petits États insulaires, mais aussi certaines collectivités d'outre-mer sous souveraineté française.

Une présence française remarquée

Invitée régulière et interlocutrice attendue des Dialogues Shangri-La depuis 2002, la France est le dernier pays membre de l'Union européenne encore souverain de la région Indo-Pacifique. Dans la lignée des interventions remarquées des ministres de la Défense Florence Parly (2018) et Sébastien Lecornu (2022), c'est l'amiral Vandier, chef d'état-major de la Marine, qui était invité à participer à un panel en présence notamment de l'amiral Aquilino, commandant en Chef du commandement indo-pacifique américain, l'INDOPACOM.

Occasion unique pour l'amiral français de rappeler les grands axes de la stratégie indo-pacifique française et de mettre en exergue les actions concrètes menées par la France et ces forces armées dans la région, comme l'opération Sagittaire menée en avril 2023, quand les forces aériennes et maritimes françaises ont évacué près de 900 personnes du Soudan, alors en proie à des conflits meurtriers.

De maigres résultats...

À l'heure où la rivalité sino-américaine structure et polarise l'ensemble des relations internationales dans la région Indo-Pacifique, cette séquence singapourienne n'aura pas permis d'atténuer les tensions régionales.

Après trois jours de « dialogue », le ministre singapourien de la Défense synthétisait avec ironie : « Des pilotes de Formule 1 conduisant les yeux bandés sur le même circuit. Ils devraient faire attention, et les spectateurs aussi ».

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 9 juillet 2023 – Mis à jour le 10 janvier 2024

A lire aussi

À LA
UNE

THE
CONVERSATION

Tous les tags